

UN REGARD CATHOLIQUE SUR LA CRISE FINANCIÈRE

ANTOINE DE ROMANET*

La crise née en 2008 signe une nouvelle époque. Première crise de la mondialisation, elle est globale : pauvreté, migrations, climat, biodiversité, ressources naturelles, questions énergétiques se combinent avec la révolution numérique, l'effondrement des idéologies, l'affirmation des identités culturelles, le réveil des intégrismes, la violence terroriste, sur fond de peurs et de principes de précaution, dans un contexte de déficit de gouvernance internationale oscillant entre le multilatéralisme et l'unilatéralisme.

C'est de crise financière dont il est ici question, mais celle-ci ne se comprend pas en dehors de ce contexte, qu'elle révèle et qui la révèle d'un même mouvement.

Il s'agit à bien des égards d'une crise de civilisation qui met en cause l'homme dans son rapport à lui-même, à l'autre, au Tout Autre, et dont l'argent est un marqueur essentiel.

Un regard catholique sur la crise financière, c'est d'abord un regard global qui essaye d'analyser et de mettre en perspective les fondements anthropologiques et éthiques de la situation. Si catholique signifie « universel », cela ne veut nullement dire que l'Église catholique aurait réponse à tout sur tous les registres, mais cela exprime qu'elle s'appuie sur le Christ, qui est pour elle l'Alpha et l'Oméga, l'origine et le terme de l'histoire, et que ce Christ est Dieu fait homme. Or c'est bien de la personne humaine qu'il s'agit d'abord et avant tout. L'Église catholique est tout autant au Nord qu'au Sud, à l'Est qu'à l'Ouest, elle transcende par essence les frontières et les cultures au service du bien commun de tous, éclairée par la destination universelle des biens, deux principes clés à l'heure d'une mondialisation éclatante.

Un regard catholique sur la mondialisation invite à réaliser qu'une crise peut en cacher une autre et que, dans sa dimension de « dévoilement », la crise financière met en exergue des questions sous-jacentes qui préludent à d'autres crises, d'autres défis, d'autres espérances, qu'il importe d'éclairer.

*Curé de Notre-Dame d'Auteuil ; codirecteur du département de recherche « Société, Liberté, Paix », Collège des Bernardins.

Un regard catholique est un regard qui engage à l'action. Si nombreuses sont les excellentes analyses de la crise, quelles sont celles qui permettent d'envisager un véritable changement pour aujourd'hui ?

LA CRISE DONT IL S'AGIT EST SPIRITUELLE : C'EST UNE PROFONDE CRISE DU SENS DE L'EXISTENCE

L'actuelle crise financière, qui est d'abord et avant tout une radicale crise de confiance, s'explique pour une large part par l'adoration débridée d'un veau d'or – l'argent – dans un monde gagné par le « sans foi ni loi », celui des marchés financiers des années 1990 et 2000. L'argent est un bien, ce n'est ni le bien, ni le mal. L'argent en soi n'est pas « bon » ou « mauvais », mais il y a un bon et un mauvais usage de l'argent, un usage qui rend l'homme esclave des biens matériels et un usage qui libère l'homme en remettant l'argent à sa juste place. Il s'agit toujours d'ordonner la fin et les moyens, de ne pas confondre l'outil et le but.

Nous vivons une période d'excès d'argent. La situation actuelle ne se compare avec aucune autre période des siècles passés : l'argent, par milliards, ne connaît plus aucune limite. Depuis toujours, l'argent était à peu près corrélé à des réalités physiques. Il y avait donc des limites, sinon au désir ou à la cupidité, du moins à la possession. Aujourd'hui, un *trader* doué et fou peut rêver d'amasser en quelques années une fortune sans bornes. Il se passe quelque chose de nouveau et de spécifique qui appelle un discernement pour aujourd'hui. La Bible peut ici nous aider : elle ne dénonce jamais l'argent pour lui-même, mais la manière dont les relations peuvent être perverties par l'argent.

Une idole est une réalité de ce monde qui passe devant laquelle je me prosterner comme si elle était capable de me donner le salut et la vie éternelle. Mammon, ce n'est pas l'argent, c'est l'idolâtrie de la richesse. Nous connaissons tous l'épisode du veau d'or, au chapitre 32 du livre de l'Exode. Alors que Moïse tarde à descendre de la montagne, le peuple s'assemble auprès d'Aaron et lui dit : « Allons, fais-nous un dieu qui aille devant nous. » Aaron leur répondit : « Ôtez les anneaux d'or qui sont aux oreilles de vos femmes, de vos fils et de vos filles, et apportez-les moi. » Il reçut l'or de leurs mains, le fit fondre dans un moule et en fit une statue de veau. Alors ils dirent : « Voici ton Dieu, Israël. » Oui, nous pouvons bien en sourire, avec le recul du temps. Mais sommes-nous beaucoup plus malins aujourd'hui ? Que signifie le fait qu'en France, les ingénieurs les plus brillants et nombre de grands commis de l'État se soient exilés depuis le milieu des années 1980 vers une banque et une finance devenues folles ? Que signifie cette débauche d'intelligence, d'imagination, de réflexion, attelée douze heures par jour non à produire ou à créer de la richesse, mais à parier sur des indices et des niveaux de valorisation, sacrifiant le meilleur de leur énergie aux primes

et autres bonus qui n'ont que peu à envier au veau d'or du livre de l'Exode ? Rien de nouveau sous le soleil. La tentation est toujours aussi forte. Et les plus agiles sont bien les premiers à s'y précipiter.

Très vite, lorsque l'argent est mon maître, je transforme les autres en argent : je restructure, je saigne, je désinvestis, je débauche, j'affiche des résultats et je revends à plusieurs fois la mise, après avoir pillé et saccagé le bien et la vie de mes frères. « Le nouvel impérialisme de l'argent met à l'écart le travail par lequel s'exprime la dignité de l'homme, sa créativité, qui est à l'image de la création de Dieu. Le travail n'intéresse pas l'économie spéculative, elle ne sait quoi en faire. C'est pourquoi elle n'a aucune difficulté à transformer des millions de travailleurs en chômeurs. » (Cardinal Jorge Maria Bergoglio, entretien à *30 Giorni*, janvier 2002). À l'oubli de Dieu succède bien vite l'oubli de l'homme. C'est alors la loi du plus fort qui conduit, nous ne le savons que trop, l'homme à être un loup pour l'homme. Nous sommes dans un monde qui n'a jamais porté autant de fruits et où jamais les inégalités n'ont été aussi grandes. Qui est le maître ? Où sont les esclaves ?

Nous touchons ici du doigt le drame de la cupidité qui désigne dans la Première comme dans la Nouvelle Alliance la soif de posséder toujours plus, sans s'occuper des autres, et même à leurs dépens. C'est une convoitise violente et presque frénétique (Ep 4, 19) portant en premier lieu sur l'argent, au mépris des droits du prochain. Nous sommes au cœur de ce que la Bible désigne comme étant l'idolâtrie, cette folie de la créature voulant se faire l'égal du Créateur, cette folie des créatures voulant être « comme des dieux » (Gn 3, 5). Courant après des biens précaires (Qo 6, 2 ; Pr 23), le cupide sera puni pour son mépris de Dieu et pour les torts infligés à son prochain : « La cupidité mène à leur perte ceux qu'elle habite. », nous dit l'Écriture (Pr 1, 19).

Pour Paul (1 Co 5, 10s ; Rm 1, 29 ; Col 3, 5 ; Ep 5, 3-5 ; 1 Th 4, 6), qu'il s'agisse du profit matériel ou du plaisir des sens, on se sert du prochain au lieu de le servir. De part et d'autre, il s'agit d'une « convoitise » coupable qui étouffe la Parole de Dieu (Mc 4, 19) et range l'homme du côté du paganisme (Rm 12, 24-29), du mal (Col 3, 5), de la chair (Ga 5, 16), du vieil homme (Ep 4, 22), du corps périssable (Rm 6, 12).

Jésus n'a jamais dit que l'argent était mauvais. Il a déclaré qu'il était dangereux (Mt 19, 23-26). Nulle part il n'a affirmé que la richesse était un mal. Mais il a clairement montré qu'elle était un risque. Il ne nous a jamais défendu de nous en servir. Nous sommes simplement appelés à ne pas nous y asservir.

Le Christ nous rappelle que l'argent est trompeur, en nous faisant croire à une fausse sécurité ou à un quelconque bonheur pour aujourd'hui ou pour demain. Il ne saurait nous apporter la paix, la joie du cœur et encore moins la vie éternelle.

Lorsque l'argent devient une fin en lui-même, lorsqu'il ne renvoie pas à autre chose qu'à lui-même, une fascination diabolique s'installe. Au lieu de jouer son rôle de symbole qui réunit, il joue alors le rôle contraire, celui du diable,

qui sépare et isole. L'exclamation « La racine de tous les maux, c'est l'amour de l'argent ! » (1 Tm 6, 10) prend une profondeur tragique : en se choisissant un faux dieu, on se coupe du seul vrai. L'argent peut en venir à tout diviser : en nous coupant de Dieu, en nous détournant des autres et même en nous écartelant au-dedans de nous-mêmes.

L'argent a toujours fondamentalement un usage de sécurisation. Il s'agit de calmer ma peur : peur de l'avenir, peur de la solitude, peur de la mort... L'Avoir est un palliatif du manque d'Être. L'Avoir n'est pas mauvais, mais il ne faut pas qu'il empêche la croissance de mon Être – il s'agit de réaliser que, comme toute réalité humaine, il me faudra l'abandonner un jour, puisque toute vie va inéluctablement de dépossessions en dépossessions...

Un recul historique permet de réaliser à quel point la situation actuelle a des racines profondes. Les propos du pape Pie XI en 1931, au §117 de l'encyclique « *Quadragesimo anno* », analysant la crise de 1929 sont ici exemplaires : « Ce sont là les dernières conséquences de l'esprit individualiste dans la vie économique (...) : la libre concurrence s'est détruite elle-même ; à la liberté du marché a succédé une dictature économique. L'appétit du gain a fait place à une ambition effrénée de dominer. Toute la vie économique est devenue horriblement dure, implacable, cruelle. À tout cela viennent s'ajouter les graves dommages qui résultent d'une fâcheuse confusion entre les fonctions et les devoirs d'ordre politique et ceux d'ordre économique ; telle, pour n'en citer qu'un d'une extrême importance, la déchéance du pouvoir : lui qui devrait gouverner de haut, comme souverain et suprême arbitre, en toute impartialité et dans le seul intérêt du bien commun et de la justice, il est tombé au rang d'esclave et devenu le docile instrument de toutes les passions et de toutes les ambitions de l'intérêt. Dans l'ordre des relations internationales, de la même source sortent deux courants divers : c'est, d'une part, le nationalisme ou même l'impérialisme économique et, d'autre part, non moins funeste et détestable, l'internationalisme ou l'impérialisme international de l'argent, pour lequel là où est l'avantage, là est la patrie. » Que la crise de 1929 ait pour une part conduit à la Seconde Guerre mondiale ne peut qu'alimenter nos réflexions.

LA CRISE FINANCIÈRE ACTUELLE EST D'ABORD ET AVANT TOUT UNE CRISE DE CONFIANCE, UNE CRISE DE FOI¹

Qu'il s'agisse des choix individuels de l'existence (une école, une profession, une entreprise, un associé...) ou des macroréalités politiques, économiques ou sociales, la confiance constitue le maître-mot. Qu'est-ce qui permet la croissance si ce n'est la confiance qui invite les agents économiques à investir, à embaucher, à construire... ou non ? Qu'est-ce qu'un taux de change, si ce n'est l'expres-

sion de la confiance des acteurs dans la solidité respective des différentes zones monétaires ? Et qu'est-ce qu'un taux d'intérêt, si ce n'est l'exacte appréciation de la confiance que vous accorde le prêteur, ou que vous accordez à l'emprunteur ?

Cette confiance a redoutablement été mise à mal depuis l'historique 15 août 1971 et la suspension de la convertibilité en or du dollar américain. Puis ce furent les années Thatcher/Reagan/Maastricht et l'idée que face à la complexité croissante du monde, il convenait de laisser faire le marché et de s'en remettre à la « main invisible » qui, d'elle-même, conduirait par les sentiers les plus heureux à la croissance la plus bénéfique. Moins d'État, moins de régulations, de freins et de contrôles, et plus de bonheur partagé. Tout cela filait à si bon train qu'en 2006-2007, certains esprits s'interrogeaient sur l'existence et les finalités du FMI (Fonds monétaire international).

Pour avoir vécu de 2002 à 2010 à Washington DC, j'ai pu observer en 2002-2003 chaque semaine dans ma boîte aux lettres les offres de crédits les plus débridées, les propositions de refinancement les plus généreuses, les mises à disposition de cartes de paiement les plus incitatrices qui puissent s'imaginer. Devant mon étonnement, les explications du système des crédits hypothécaires américains m'ont éclairé, sans me convaincre, mais « puisque cela marche » et que « tout le monde le fait », tandis que « chacun y trouve son intérêt », pourquoi chercher à comprendre davantage ?

L'engagement des banques et des meilleurs de leur génération vers les marchés financiers, dopés à coup de titrisation, de hors-bilan et de CDS (*credit default swap*), permettant au même acteur simultanément de prêter à une entreprise ou à un État et de « parier » contre lui, suivant la logique du « pile, je gagne, face, tu perds », a fait le reste. Nous connaissons tous l'histoire qui va de Northern Rock en août 2007 à Lehman Brothers et AIG en septembre 2008. J'ai le souvenir précis, à l'automne 2008, à New York, d'une conversation avec un opérateur de marché relatant l'extrême difficulté à effectuer physiquement le paiement d'une somme de plusieurs milliards de dollars destinée à l'achat d'un géant de l'alimentation : aucun des protagonistes de l'affaire ne voulait alors prendre le risque de laisser passer à un tel montant d'argent une nuit complète sans surveillance dans un établissement financier, quels que puissent être son assise et son prestige... De même, je me souviens des particuliers retirant de l'argent de leurs comptes courants des plus grandes banques américaines pour les redéposer sur de nouveaux comptes courants, multipliant ainsi la garantie fédérale, celle-ci s'appliquant dans la limite de 150 000 dollars par compte. Les dispositions à prendre pour protéger au mieux ses avoirs bancaires devinrent des sujets de conversation quotidiens durant quelques semaines de l'automne 2008.

La crise financière actuelle est bien d'abord et avant tout une crise de confiance, assise sur un sentiment de tromperie.

Tromperie opérée par les marchés financiers, mettant au point et abusant d'instruments que rapidement plus personne ne comprend, ni ne contrôle, et participant à l'enrichissement scandaleux de certains. Il faut avoir en mémoire

l'arrogance de certaines élites financières engrangeant des « bonus » ahurissants tout en donnant le sentiment de mépriser la plèbe alentour, à commencer par les agents des banques centrales censés les réguler, pour comprendre le ressenti d'injustice et de trahison de ceux qui, dans les tempêtes de la crise, ont perdu leur emploi et/ou leur épargne.

Crise de confiance dans les agences de notation, dans les prophéties autoréalisatrices des Mozart de la finance, qui écrivent la partition d'une main, la jouent d'une autre et empêchent d'une troisième... Crise de confiance dans le rapport au réel et la capacité à évaluer la vraie valeur des actifs : des normes comptables IFRS (International Financial Reporting Standards) aux règles du *mark to market*. Qui dit vrai ? Qui a intérêt à quoi... ? Crise de confiance à la suite du scandale du Libor, qui a vu plusieurs des plus grandes banques anglaises mentir délibérément sur le taux qu'elle payait pour leurs emprunts... La peur, voire l'impossibilité, pour les grandes banques de dire la vérité sur leur état de santé déteint sur les États eux-mêmes : comment rendre publiques des informations qui, en provoquant la chute du système bancaire, pourraient entraîner celle des gouvernements, voire des États ?

Tromperie du modèle social-démocrate de confort à crédit. Que la France n'ait pas eu un seul budget en équilibre depuis Raymond Barre laisse pantois. Que nombre de mesures sociales aient été prises sans jamais avoir eu d'autres sources de financement que l'emprunt laisse songeur. Que trente années de démissions, d'abandons et de mensonges politiques nous aient conduits à de telles montagnes de dettes, sans que le peuple « à qui la souveraineté appartient » n'ait droit à autre chose qu'à des propos électoraux, voilà qui nourrit douloureusement les populismes de tous bords.

Tromperie du modèle politique d'économie libérale s'en remettant au marché comme moyen d'autorégulation spontané des équilibres dans la production et la répartition des richesses. La disparition du Commissariat au plan fut tout un symbole. Qui détermine, prend en charge et assume une vision de moyen et long terme de la vie commune de nos sociétés ? Où se réfléchissent et se déterminent l'intérêt général, le bien commun, la hiérarchie des priorités, avec un souffle et une vision sur une génération ? Qu'était le rêve libéral de la richesse pour tous, tout de suite (endettement immobilier dans un contexte de bulle, actionnariat de court terme, finance au rythme des résultats trimestriels...), si ce n'est un vaste mensonge au goût de dette amère ?

Tromperie du modèle de croissance, longtemps perçu comme un élément de sécurité économique et sociale, et qui tendrait presque désormais à accroître un sentiment d'insécurité en portant atteinte à l'environnement, à la sécurité alimentaire, au plein-emploi... Avoir la consommation comme seul horizon, voilà qui épuise la planète et réduit l'homme à un rôle asphyxiant de simple producteur/consommateur et pollueur/payeur. Pollution du golfe du Mexique, Fukushima, Médiator, viande de cheval : qui croire ? quel crédit accorder aux autorités publiques, aux entreprises, aux marques... ? Situation critique en Irlande,

en Espagne, en Grèce, taxation des dépôts bancaires à Chypre... Incompétence, inconscience, cupidité, mensonge... ? L'actualité pose au quotidien ces questions anxiogènes.

Tromperie du modèle de gouvernance internationale qui essaye de donner le sentiment d'organiser ce qui le dépasse, mais qui, de l'échec des négociations sur le climat à l'incapacité de mettre un terme aux « paradis fiscaux », signe son incapacité effective à piloter un avion dont nul ne maîtrise le cap.

Crise de confiance, c'est-à-dire règne de la peur : peur qui isole, qui divise, qui paralyse, qui stérilise, qui détruit... Peur qui mène à la mort.

À la vérité, si les éléments constitutifs de ce qui conduira à la crise financière ont pu se mettre en place et durer si longtemps, c'est bien parce que la plupart y trouvaient leur compte. Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Et la séduction de l'argent coulant à flots a été la plus forte, en un éloge *de facto* de la cupidité de masse, devenue marqueur culturel de son époque. Lorsque l'avidité se conjugue avec le vide éthique, cela devient un redoutable fait de civilisation.

UNE CRISE DE SENS QUI EST UNE CRISE D'ESPÉRANCE

« Il n'y a pas de bon vent pour qui ne connaît son port. », dit l'adage. Faute de port, de sens, de but, aucune circonstance n'est favorable, je tourne en rond, je désespère. L'espérance n'est pas l'espoir. L'espoir a partie liée avec les aléas de la vie (« J'espère que cet avion sera à l'heure. »). L'espérance a partie liée avec le sens de la vie : ce qui lui donne sa finalité, son poids, sa densité, sa saveur ; ce qui me mobilise, me déploie du meilleur de moi-même pour accomplir ma vocation, ce pour quoi je suis fait, ce qui donne à ma vie sa pleine valeur d'éternité.

Cette crise de sens se ressent à tous les niveaux. Elle s'illustre au niveau sociétal par la consommation d'anxiolytiques, dont nous sommes en France parmi les plus importants consommateurs au monde.

Crise de sens du haut en bas de la hiérarchie des marchés financiers. Lorsque le comité exécutif a les yeux rivés sur des ratios, des rendements, des retours sur investissements assortis de bonus et de superbonus, sans autre horizon humain et spirituel que l'argent et sans réellement comprendre et contrôler les outils financiers mis en œuvre, il y a danger. Lorsque les *traders* ont les yeux rivés sur leurs écrans, sur les écarts de quelques fractions dans l'espace et dans le temps, sur les profits à prendre du moindre différentiel se présentant sur les marchés, sans autre horizon humain et spirituel que l'argent, et en imaginant mettre en œuvre une stratégie que personne ne comprend, il y a danger. Lorsque les commerciaux ont les yeux rivés sur leurs résultats de vente, sur le montant des encours et les commissions qui les accompagnent, faisant la promotion d'instruments de placement tellement savants que leur complexité même semble être le garant de leur fiabilité, sans autre horizon humain et spirituel que l'argent, il y a danger.

Ce qui est impressionnant au sein de ces marchés financiers, c'est combien s'y exprime la perte totale du sens profond des êtres et des actes. Tel un immense parapluie, chacun semble être couvert par son supérieur, en prélevant au passage une commission tant sur les stocks que sur les flux.

On observe dans les institutions financières que les responsables des risques sont attelés à des tâches séquencées que, le plus souvent, ils ne parviennent pas à situer dans un cadre de compréhension global. Cela signifie pour eux exercer au quotidien un regard sur une petite portion d'une réalité qui n'est appréhendée qu'à travers quelques ratios et critères, en s'en remettant pour le reste à la vision stratégique des « chefs » ! Or lorsqu'on parle avec les « chefs », on mesure leur désarroi, leurs questions, leurs incertitudes. Tout va très vite, mais où va-t-on ? Qui tient le volant ? Dispose-t-on d'une carte ? A-t-on même idée de la destination ?

L'une des caractéristiques de notre époque et de son extrême technicité vient de l'absence chez beaucoup d'une compréhension « holistique », c'est-à-dire pleine et globale, des situations. Un exemple médical pourra ici nous éclairer : si je ressens une douleur à l'épaule, je vais consulter un spécialiste qui me répondra probablement qu'il faut faire des infiltrations. La douleur va se calmer, puis recommencer. On va éventuellement me prescrire toute une batterie de tests et d'exams, pour ne prendre une décision que sur une base scientifiquement étayée et me proposer de nouvelles infiltrations, éventuellement d'un produit renouvelé.

Une vision holistique est celle qui dépasse le symptôme pour aller à la racine du mal : cette douleur à l'épaule vient peut-être d'un déséquilibre de la posture de mes pieds, ou d'une question vertébrale ou lombaire, ou d'une occlusion dentaire incorrecte, ou d'une convergence oculaire défailante, ou encore d'une position insatisfaisante de mon poste de travail, ou bien encore d'une tension relationnelle au plan professionnel ou personnel. C'est tout l'art des médecines dites « traditionnelles » que d'avoir ainsi une approche globale de la personne, de tout l'homme et du tout de l'homme, de son corps et de son esprit. Les techniques médicales sont précieuses, souvent indispensables, mais elles ne remplaceront jamais le rapport singulier du patient à son médecin, dans l'intelligence d'une prise en compte holistique seule à même d'aller aux racines de ce que peuvent exprimer les signes cliniques. L'Amérique du Nord, où de notoriété publique les échographies sont réalisées par des techniciens qui n'ont pas les outils de compréhension de ce qu'ils visualisent, illustre parfois jusqu'à la caricature les limites de la « pure technique ». En médecine comme en tant d'autres secteurs.

Pour que l'espérance se déploie, il faut qu'un sens l'habite. L'une des caractéristiques fortes des marchés est leur grande volatilité. On connaît la courte durée de détention de certains actifs financiers ! L'absence de prise en compte du « temps long », de l'indispensable durée pour que germe, pousse et porte du fruit la plante semée... L'immédiateté et la précipitation sont telles que, là encore, la perte du sens profond de la vie humaine, animale, végétale et minérale de ce monde

conduit à sa négation, prélude à sa destruction. Où sont les visions de long terme qui donnent souffle, énergie et enthousiasme à notre monde ?

UNE CRISE DE SENS QUI EST UNE CRISE ANTHROPOLOGIQUE, UNE CRISE DE CHARITÉ

La crise est anthropologique : il s'agit d'une forme de chaos moral, d'une fascination des richesses au mépris de toute prudence et de toute solidarité. Jamais l'interdépendance entre les hommes n'a été si forte dans les faits et si faible dans les fondements : l'absence d'un sens donné à l'existence par chacun conduit à l'absence d'un sens commun donné à l'existence pour tous. Individualisme (« chacun n'a de compte à rendre qu'à lui-même ») et interdépendance s'entrechoquent ici violemment. Ce qui est en jeu, c'est la faculté du don de soi et la richesse de se recevoir d'un autre.

Un défi central est bien d'articuler l'individuel et le collectif, en une alternative à l'expansion incohérente des libertés laissées à l'arbitraire et au bon plaisir de chacun. Deux approches se distinguent : l'une considère la société comme une juxtaposition d'individus poursuivant leurs intérêts personnels, l'autre, que nous qualifierons d'« anthropologie chrétienne », considère l'homme comme étant fondamentalement un être de relation : il est fait pour aimer et être aimé, parler et écouter, donner et recevoir... et cela passe d'abord et avant tout par la confiance.

Tout dans notre vie est basé sur la confiance. Un manager de talent est d'abord et avant tout celui qui sait établir une relation de confiance avec ses collaborateurs, ses clients, sa hiérarchie... Je ne peux pas établir une relation paisible et féconde sans confiance. Au sommet de celle-ci se trouve l'amitié : ce sommet de notre humanité où une parole de totale confiance peut être échangée avec la plus absolue bienveillance. L'amitié, c'est ce don de partager l'essentiel en s'enrichissant de l'autre, tout en lui offrant le meilleur de soi-même. L'amitié, c'est cette capacité à se décentrer pour accueillir et écouter, tout en n'hésitant jamais à se livrer en toute vérité. L'amitié, c'est cette expérience de la parole de confiance portée à sa plus belle incandescence.

Nous sommes ici au cœur d'une approche « globale » de l'homme, du respect et de la dignité dus à tout homme et à tout l'homme, guidant les grands principes de la doctrine sociale de l'Église que sont le bien commun, la subsidiarité, la solidarité, la destination universelle des biens de la terre...

« À côté du bien individuel, il y a un bien lié à la société : le bien commun. C'est le bien du "nous tous" constitué d'individus, de familles et de groupes intermédiaires qui forment une communauté sociale. » (*Caritas in veritate*, n° 7). Autrement dit, le bien commun n'est pas la somme des intérêts individuels.

Et à l'heure de la mondialisation, il englobe toute l'humanité. Le libéralisme de marché voudrait s'imaginer que le bien-être social serait le résultat quasi automatique de la conjonction des intérêts individuels, niant la distance, maintenue par toutes les traditions, entre les envies individuelles et le bien commun.

« L'aggravation des problèmes environnementaux ne peut que renforcer ce constat. Elle souligne en effet l'importance vitale de biens, tels que le climat, l'eau, les sols, la diversité du vivant, la qualité des paysages et du cadre de vie, qui ne peuvent être gérés que collectivement (...). La crise écologique est un véritable "signe des temps", l'invitation à un saut qualitatif de l'humanité vers une conscience plus aiguë de son unité, son interdépendance et ses devoirs. Il appartient à chacun d'intégrer que ses envies personnelles ne peuvent pas être l'unique ressort de son action et de son jugement. Cela peut demander des sacrifices à chacun, ce qui ne porte pas forcément atteinte à l'épanouissement personnel. Puisque l'homme est un être relationnel, son épanouissement ne peut se concevoir aux dépens des autres, mais seulement avec les autres. »²

Comment ne pas relire ces lignes en pensant aux débats de société de l'hiver et du printemps 2013 autour du mariage et de la filiation ? À côté de la crise écologique se profile une crise anthropologique et sociétale d'une tout autre ampleur, dont les racines sont à trouver dans cette même perte de sens qui, loin de n'avoir que des conséquences financières, touche l'homme au plus profond de sa nature.

Il s'agit de trouver dans le souci de l'autre la mesure de ma liberté personnelle. « Ultimement, ce n'est pas le marché qui est en cause, mais l'homme, sa conscience morale et sa responsabilité personnelle et sociale. La doctrine sociale de l'Église estime que des relations authentiquement humaines d'amitié et de sociabilité, de solidarité et de réciprocité peuvent également être vécues même au sein de l'activité économique et pas seulement en dehors d'elle ou après elle. » (*Caritas in veritate*, n° 36).

TROUVER DU SENS, DE LA CONFIANCE, DE L'ESPÉRANCE, DANS UNE DYNAMIQUE DE CHARITÉ/GRATUITÉ

Il ne s'agit de condamner ni l'argent, ni les marchés, ni la finance, ni aucun des outils que l'homme s'est forgé pour son développement ; il s'agit d'éclairer le cœur et l'esprit de ceux qui les manient.

« L'être humain est fait pour le don ; c'est le don qui exprime et réalise sa dimension de transcendance. L'homme moderne est parfois convaincu, à tort, d'être le seul auteur de lui-même, de sa vie et de la société. » (*Caritas in veritate*, n° 34). Or la simple lucidité commande de réaliser que je ne me suis pas donné à moi-même la vie, ni le sens ultime de ma vie, alors même que ma tentation

constante est celle de la « toute-puissance » qui me fait vouloir être maître de ma vie et de son sens.

« Le don est absolument gratuit, surabondant, surpassant tout mérite. Le don de la vie reçue par tous unifie les hommes de telle manière qu'il n'y a plus de barrières, ni de limites. Si le développement économique, social et politique veut être authentiquement humain, il doit prendre en considération le principe de gratuité comme expression de fraternité. » (*Caritas in veritate*, n° 34).

La gratuité, c'est l'autre nom de la « grâce » : ce qui est pur don, ce qui a tellement de valeur que cela n'a pas de prix. « Qu'as-tu que tu n'aies reçu ? Vous avez reçu gratuitement, donnez gratuitement ! » Pour un chrétien, en tant qu'hommes, nous sommes d'abord et avant tout bénéficiaires du don de Dieu. Et nous ne pouvons prétendre accueillir ce don en vérité que si nous rentrons, nous aussi, dans une logique de don avec nos frères. Il ne s'agit pas de « compter ». Il ne s'agit pas de partir de soi-même. Il s'agit de nous appuyer sur plus grand que nous. Il s'agit de vivre, non à notre petite mesure humaine, mais à la grande mesure de Dieu. Le concret de ma vie est appelé à refléter l'extraordinaire du don reçu. Je ne peux prétendre recevoir le tout de Dieu si je me refuse au don de tout moi-même, concrètement, dans mes rapports avec les hommes qui me sont donnés pour frères.

C'est avec la même main que je donne et que je reçois : si ma main est ouverte pour donner, elle est aussi ouverte pour recevoir et j'ai infiniment plus à recevoir qu'à donner. Quel drame que d'avoir le poing fermé ! Quelle merveille que d'être ouvert au don : ne pas avoir peur de donner sans réserves, être prêt à recevoir plus encore ! Pour un chrétien, l'essentiel ne s'achète pas, il se reçoit : il s'agit en toutes choses de passer du mérite à la grâce.

Le développement intégral est une question spirituelle, il est suspendu à la conversion des cœurs. Raison pour laquelle la « charité » est au cœur de la vision que porte la doctrine sociale de l'Église. « Le partage des biens et des ressources, d'où provient le vrai développement, n'est pas assuré par le seul progrès technique et par de simples relations de convenance, mais par la puissance de l'amour qui vainc le mal par le bien (Rm 12, 21) et qui ouvre à la réciprocité des consciences et des libertés. » (*Caritas in veritate*, n° 9).

« L'Église n'a pas de solutions techniques à offrir et ne prétend aucunement s'immiscer dans la politique des États. Elle a toutefois une mission de vérité à remplir, en tous temps et en toutes circonstances, en faveur d'une société à la mesure de l'homme, de sa dignité et de sa vocation. Sans vérité, on aboutit à une vision empirique et sceptique de la vie, incapable de s'élever au-dessus de l'agir, car inattentive à saisir les valeurs – et parfois même le sens des choses – qui permettraient de la juger et de l'orienter. La fidélité à l'homme exige la fidélité à la vérité qui, seule, est la garantie de la liberté (Cf Jn 8, 32) et de la possibilité d'un développement humain intégral. » (*Caritas in veritate*, n° 9).

Il s'agit de faire en sorte que ma liberté responsable s'articule avec une coresponsabilité sociétale et environnementale. Il s'agit de conjuguer conscience personnelle

et communauté d'appartenance. Il s'agit de réaliser que si, l'action de chacun est indispensable, seule la conjugaison des efforts peut porter ses fruits : il faut une vision commune, un sens partagé, un bien commun décidé, affirmé, déployé...

La crise a souligné l'importance du politique par rapport à l'économique et à la finance, et le rôle incontournable de l'État dans la défense du bien commun et dans la préservation de la paix au sein de la communauté nationale comme entre les nations. Elle souligne aussi l'importance de la mise en œuvre d'autorités mondiales à caractère universel ayant des visions avisées de long terme, loin de l'impatience et de l'urgence du temps médiatique : ordre multilatéral et principe de subsidiarité doivent se conjuguer, tant il est vrai que la finance, le climat ou les migrations ne peuvent être régulés dans le seul cadre national. Rien de durable ne peut se faire sur ce registre sans que des institutions solides et durables n'assument la recherche et la mise en œuvre du bien commun universel, soutenues par des opinions publiques informées et impliquées.

Il est heureux de voir les efforts importants faits pour les G8/G20 sur le registre des aspects réglementaires et institutionnels : qu'il s'agisse de la transparence des opérations financières, des règles comptables, des normes de contrôle, de la régulation des rémunérations, nous nous éloignons de l'approche du « laisser-faire » jusqu'alors dominante.

Le propre de la vision chrétienne est d'en appeler à la conscience et à la responsabilité de chacun, tout en donnant pour réaliser l'inscription dans un cadre global et en invitant chacun à se mobiliser pour faire évoluer les structures et les schémas mentaux à la base de la crise que nous affrontons : on ne réglera pas les questions financières en demandant simplement à chacun d'être plus vertueux, respectueux de ses collaborateurs et s'abstenant d'abus de « notes de frais » ; on ne réglera pas la crise de l'environnement en demandant simplement à chacun de trier ses poubelles et d'arrêter l'eau du robinet lorsqu'il se brosse les dents. Une conversion intérieure, personnelle et collective, spirituelle et opérationnelle est seule à la mesure de la question du sens, des fondements et du but, que nous affrontons.

Pour un chrétien, la foi-confiance, l'espérance et la charité-amour constituent les trois « vertus théologales », c'est-à-dire nous disent qui est Dieu en son être même. Tout vient de lui. C'est lui le premier qui a foi en nous, qui ne cesse de nous faire confiance ; c'est lui le premier qui ne cesse de nous espérer ; c'est lui le premier qui ne cesse de nous aimer de charité. Notre foi-confiance, notre espérance et notre charité ne sont que les réponses de nos cœurs à l'offre d'alliance qui ne cesse de nous être proposée. C'est en se recevant de plus grand que soi-même que nous comprenons qui nous sommes et quelle est notre sublime vocation de fils et de frère.

Nous comprenons alors que la simple morale individuelle n'est pas suffisante pour faire face aux problèmes que nous affrontons et que c'est résolument au niveau de l'éthique collective qu'il convient de prendre ses responsabilités. Il s'agit de

réfléchir ensemble aux règles nouvelles qui s'imposent. La vision chrétienne invite chacun à considérer l'importance de l'engagement politique et à en déployer la grandeur et la dignité, contre tout individualisme. Un engagement dont l'Europe et le monde constituent l'horizon, au-delà des strictes problématiques nationales. Il nous faut prendre la mesure de la dualité entre un monde de nantis au Nord et un monde en quête de développement vital au Sud. La responsabilité de la situation présente est clairement au Nord, les conséquences parfois dramatiques au Sud. Il s'agit de réfléchir, de mettre en place et de vivre une culture du bien commun universel, qui soit une culture de l'être et de la fraternité, de la frugalité et de la solidarité, de la dignité et du don...

NOTES

1. Foi et confiance étant d'exactes synonymes en langue française.
2. Conférence des évêques de France, « Grandir dans la crise », Cerf, 2011, pp. 46-47.

